

Liberia/Présidentielle du 26 décembre Weah l'emporte largement

AFP

Monrovia/Liberia

L'ex-star du football a réuni sur son nom 61,5% des suffrages.

LA légende africaine du football et sénateur George Weah a largement remporté l'élection présidentielle au Liberia, avec 61,5% des suffrages lors du second tour mardi, contre 38,5% pour son adversaire, le vice-président Joseph Boakai. Ces chiffres, attendus avec de plus en plus d'impatience deux jours après le scrutin de mardi, portent sur 98,1% des suffrages exprimés, a indiqué lors d'une conférence de presse le président de la Commission électorale nationale, Jerome Korkoya. 2,1 millions d'électeurs étaient inscrits.

Attaquant star de Monaco, du PSG et du Milan AC dans les années 1990, George Weah doit succéder le 22 janvier à Ellen Johnson Sirleaf, marquant ainsi la première transition démocratique depuis plus de 70 ans dans ce pays anglophone d'Afrique de l'Ouest.

George Weah, 51 ans, favori après être sorti vainqueur du premier tour du 10 octobre avec plus de 38% des voix, s'est montré sûr de lui avant et après le jour de l'élection.

"Le peuple libérien a clairement fait son choix (mardi) et, ensemble, nous sommes confiants quant à l'issue du processus électoral", a tweeté le Ballon d'Or 1995 mercredi.

George Weah avait déjà reçu les "félicitations" d'une autre star du foot, l'Ivoirien Didier Drogba. "Merci Didier de ton soutien, nous sommes tous les deux soucieux et conscients



Photo : AFP

En rassemblant 2/3 des suffrages des Libériens, la légende du football africain George Weah remporte une victoire éclatante.

du destin de nos peuples. Suivons le même chemin...", a répondu en français l'ancien Parisien sur Twitter. Le Liberia n'a pas connu d'alternance démocratique depuis 1944.

Et près de trois décennies après le début d'une guerre civile particulière-

ment atroce - 250 000 morts entre 1989 et 2003 - il s'apprête à vivre une transition du pouvoir en douceur.

La présidente sortante, Ellen Johnson Sirleaf, a signé mardi un décret établissant une "équipe de transition", composée de

plusieurs ministres, pour organiser un "transfert ordonné du pouvoir" à son successeur.

SCRUTIN SALUE A L'INTERNATIONAL. Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, et le chef des observateurs de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'ancien président du Ghana John Dramani Mahama, ont salué "la tenue pacifique" du scrutin.

La chef de la mission d'observation de l'UE, Maria Arena, a félicité les candidats et le peuple libérien pour un scrutin qui s'est déroulé dans le calme et a "globalement respecté les règles constitutionnelles".

Finalement organisé au lendemain de Noël, le second tour avait été reporté de sept semaines en raison de contestations des résultats du premier tour du 10 octobre par plusieurs candidats.

Zimbabwe/Politique

L'auteur du coup de force anti-Mugabe devient vice-président

AFP

Harare/Zimbabwe

Le général à retraite et ex-chef de l'armée Constantino Chiwenga, 61 ans, a prêté serment hier.

L'ANCIEN chef de l'armée qui a dirigé le coup de force ayant mis fin en novembre à 37 ans de règne du président Robert Mugabe a officiellement accédé hier à l'une des deux vice-présidences du Zimbabwe.

Le général à la retraite Constantino Chiwenga, 61 ans, a prêté serment lors d'une cérémonie à la présidence à Harare, jurant d'"observer, faire respecter et défendre la Constitution", a constaté un journaliste de l'AFP.

"Je remplirai mes devoirs avec toute mon énergie et

dans toute la mesure de mes compétences et aptitudes", a ajouté l'ancien militaire vêtu d'un costume noir.

M. Chiwenga a démissionné de l'armée la semaine dernière, un peu plus d'un mois après que les militaires eurent temporairement pris le contrôle du pays dans un coup de force qui a obligé le président Mugabe à démissionner.

Le vieux dirigeant âgé de 93 ans a été remplacé à la tête de l'Etat par Emmerson Mnangagwa, un vétéran de la politique qu'il avait limogé quelques semaines auparavant de la vice-présidence de l'Etat. Un second vice-président a également prêté serment hier, l'ancien ministre de la Sécurité intérieure sous M. Mugabe, Kembo Mohadi. MM. Mohadi et Chiwenga avaient été nommés la semaine dernière vice-prési-



Photo : AFP

L'ancien chef de l'armée, le général Constantino Chiwenga, prêtant serment hier au moment de devenir vice-président du Zimbabwe.

dents du parti au pouvoir, la Zanu-PF, et l'on s'attendait à ce qu'ils accèdent également à la vice-présidence de l'Etat.

Traditionnels soutiens du régime depuis l'indépendance du pays en 1980, les militaires étaient intervenus dans la nuit du 14 au 15 novembre dans les rues

de Harare pour dénoncer le limogeage du vice-président Mnangagwa.

Placé en résidence surveillée, M. Mugabe avait été lâché par son parti et avait démissionné une semaine plus tard.

Le coup de force des militaires visait à empêcher son épouse, Grace Mugabe,

de lui succéder. C'est elle qui avait obtenu le départ du vice-président Mnangagwa, considéré jusque-là comme le dauphin du "camarade Bob". M. Mnangagwa a été investi président par intérim jusqu'aux élections prévues à la mi-2018.

Il a déjà nommé plusieurs généraux au gouvernement et à l'état-major de la Zanu-PF. L'ancien chef des Forces aériennes Perrance Shiri est devenu ministre de l'Agriculture et un autre général, Sibusiso Moyo ministre des Affaires étrangères.

Candidat de la Zanu-PF à la présidentielle, M. Mnangagwa a promis des élections "libres et justes". Mais ses critiques en doutent, rappelant qu'il avait été l'un des exécuteurs de la répression ordonnée pendant l'ère Mugabe.

• Révélation

Le généreux plan de retraite de Mugabe

M. Mugabe disposera également d'une équipe d'au moins vingt salariés, dont six gardes du corps, tous rémunérés sur les deniers publics, selon le journal The Herald.

L'ex-président Robert Mugabe, âgé de 93 ans et qui a démissionné le mois dernier sous la pression populaire et à la suite d'un coup de force militaire, sera donc le premier bénéficiaire de ces généreuses mesures annoncées mercredi par le nouveau président

Emmerson Mnangagwa. Aucun montant n'a été révélé, mais la constitution du pays stipule qu'un ancien président peut percevoir une retraite équivalente au salaire d'un président en exercice.

Le mois dernier, un média local indépendant affirmait que M. Mugabe avait été gratifié d'une prime de départ de 10 millions de dollars (5,4 milliards de francs), un argument de plus pour le convaincre de démis-

sionner. Le gouvernement a toutefois démenti l'information.

M. Mugabe disposera de trois véhicules - une Mercedes Benz S 500 ou une berline équivalente, un véhicule tout-terrain et un pickup - à remplacer tous les 5 ans. Le carburant sera également aux frais du gouvernement.

Tout comme son épouse Grace, l'ancien président va bénéficier d'un passeport diplomatique, de quatre voyages par an en

première classe en avion ou train sur le territoire national, ainsi que de quatre voyages à l'étranger en jet privé.

M. Mugabe se verra aussi attribuer une résidence officielle meublée dans le quartier de son choix à Harare, à laquelle s'ajouteront les factures et des dépenses récréatives. Une couverture santé pour l'ancien dirigeant, son épouse et les personnes à leur charge est également incluse dans la liste des avantages.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Crise.** Le gouvernement et l'Onu condamnent les propos du chef de guerre Adam

Le Premier ministre centrafricain, Mathieu Simple Sarandji, a condamné hier les propos du chef de guerre Nouredine Adam, qui avait traité le président Faustin-Archange Touadéra de "criminel" et menacé de marcher sur Bangui, tandis que l'Onu a averti qu'elle ne permettrait pas une déstabilisation du pays.

• **Mali/Explosion.** Trois soldats tués dans le centre

Trois soldats maliens ont été tués hier dans une explosion de mine dans le centre du pays, a annoncé l'armée malienne.

• **Niger/Sécurité.** Déploiement de 470 militaires italiens

Le chef du gouvernement italien, Paolo Gentiloni, a annoncé hier le déploiement de 470 militaires au Niger, à la demande de Niamey, afin de "renforcer le contrôle du territoire" de ce pays par lequel transitent de nombreux migrants.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat.** Au moins 41 morts à Kaboul



Photo : AFP

Au moins 41 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans un attentat revendiqué par le groupe Etat islamique contre un centre culturel chiite jeudi à Kaboul, où les attaques se multiplient, a indiqué le ministère de l'Intérieur.

• **Pérou/Justice.** Dossier Odebrecht : le président interrogé par le parquet

Le président du Pérou Pedro Pablo Kuczynski était interrogé hier par le parquet anticorruption péruvien pour ses liens avec Odebrecht, le géant du BTP brésilien, a annoncé le service de presse du président

• **Russie/Explosion.** Saint-Petersbourg. Poutine parle d'"acte terroriste"

Le président russe Vladimir Poutine a qualifié hier d'"acte terroriste" l'explosion d'une bombe artisanale qui a fait 13 blessés dans un supermarché de Saint-Petersbourg, dans un contexte d'inquiétude concernant le retour des jihadistes partis combattre en Syrie.

AFP

Harare/Zimbabwe

LE président déchu du Zimbabwe Robert Mugabe va bénéficier d'un logement, d'une flotte de voitures et de voyages en avion privé, conformément à un nouveau plan de retraite financé par le gouvernement et destiné aux anciens dirigeants, a révélé hier la presse officielle.